

629 migrants ballottés par des Européens déchirés

Entassés dans le bateau de l'ONG SOS Méditerranée, ces rescapés ont été refoulés par l'Italie. Et par Malte. Avant que l'Espagne ne leur ouvre son port de Valence, à trois jours de mer de là...

À bord de l'*Aquarius*, en attente d'un port d'accueil.



Repères

L'Espagne en sauveur ?

14 h 15, hier. Le capitaine de l'*Aquarius* ne le sait pas encore mais le nouveau Premier ministre espagnol, le socialiste Pedro Sanchez, lui ouvre son port de Valence. La fin d'une interminable attente ? Depuis une trentaine d'heures, le navire affrété par l'ONG SOS Méditerranée est bloqué au large, avec 629 migrants sauvés des eaux libyennes, samedi soir.

Alors qu'il s'apprêtait à rallier le port sicilien de Messine, dimanche, le navire a été sommé de rebrousser chemin par le Centre de coordination

des secours maritimes italien. Et de rallier Malte. Un ordre aussitôt réfuté par le gouvernement maltais.

Un bras de fer inédit ?

En 2009, déjà, l'accueil du navire turc *Pinar*, avec 140 migrants africains à bord, avait semé la zizanie entre Malte et l'Italie. Le gouvernement Berlusconi avait fini par céder, faisant prévaloir « des raisons humanitaires ». Neuf ans plus tard, l'argument ne semble plus primer.

Le nouveau ministre de l'Intérieur d'extrême droite, Matteo Salvini, refuse de « voir l'Italie transformée en un camp de réfugiés » (lire ci-dessous). Craignant de voir sa petite île

submergée, le Premier ministre maltais, Joseph Muscat, ferme ses ports. Mais promet « des ravitaillements ».

Que fait l'Union européenne ?

La gêne était palpable, hier, à la Commission européenne. Les deux porte-parole, Margaritis Schinas et Natasha Bertaud, n'ont pu que « rappeler l'impératif humanitaire » et inciter « les deux parties à trouver un accord rapide ». La Commission n'a pas le pouvoir d'imposer à un État d'accueillir le navire.

Que dit la loi ?

« Rien n'est très clair, admet Natasha Bertaud. En droit international,

c'est le pays qui coordonne les opérations de sauvetage qui a la responsabilité de désigner un port sûr pour accueillir le bateau. » Ici, donc, l'Italie. Mais que se passe-t-il si Malte refuse ? Pas de réponse.

Même l'Onu a convenu, hier, que « le droit maritime international ne fournit pas d'obligations spécifiques qui détermineraient quel État est en charge d'autoriser le débarquement sur son sol. »

Pour Francis Vallat, le président de SOS Méditerranée, tout ce flou « se heurte au principe de non-assistance à personne en danger ».

Cécile RÉTO.

Disparus

Hasard du calendrier ? Alors que l'Italie et Malte s'écharpaient sur le sort de l'*Aquarius*, une réunion entre la

Grèce, Chypre, l'Italie... et Malte devait se tenir à Rome, hier soir. Objectif : coopérer pour rechercher les disparus des naufrages, identifier les morts et assister leurs familles.

L'extrême droite italienne jubile

« L'Italie a fini de courber l'échine. Cette fois, il y a quelqu'un qui dit non », a tweeté hier Matteo Salvini. Le ministre de l'Intérieur d'extrême droite considère comme une « victoire » le blocage de l'*Aquarius*. Et menace déjà de refouler un autre navire affrété par l'ONG allemande Sea Watch.

« Malte ne bouge pas. La France repousse. L'Europe s'en fout », résume-t-il abruptement, en saluant « le bon cœur » des Espagnols. Depuis 2013, 690 000 migrants ont débarqué sur les côtes italiennes. Le pays n'a cessé, depuis, d'appeler les autres États à plus de solidarité. En vain. Ce sentiment d'abandon n'est pas étranger à la victoire du Mouve-

ment 5 Étoiles (antisystème) et de la Ligue (extrême droite), aux législatives de mars.

En refoulant les migrants, Matteo Salvini ne fait qu'appliquer le programme pour lequel il a été élu. Une stratégie confortée dans les urnes, dimanche : au premier tour des élections locales, les candidats de la Ligue sont arrivés en tête dans de nombreuses villes et ont décroché du premier coup Trévise et Vicence (nord-est).

Faut-il y voir un lien ? Ce même jour, Salvini refoulait l'*Aquarius*... Et évitait bien de dire que l'arrivée des migrants depuis janvier est déjà en baisse : 13 800 personnes, soit - 84 % par rapport à l'an dernier.

À bord de l'*Aquarius*, le temps presse

Sur le pont, dans les coursives... 629 rescapés se serrent depuis déjà deux jours à bord de l'*Aquarius*, prévu pour accueillir 550 passagers. Parmi eux, sept femmes enceintes, onze enfants en bas âge et 123 mineurs isolés.

« Il y a des blessés », s'inquiète Francis Vallat, le président de SOS Méditerranée. Coupures, brûlures d'essence, insulations... « Sans parler du traumatisme de leur traversée : plusieurs ont été sauvés en extremis alors que leur embarcation venait de chavirer. » Outre les dix membres d'équipage, une douzaine de sauveteurs, un médecin de MSF, une sage-femme et une infirmière travaillent à bord. « La situation est tendue mais tout le monde est calme », relate Anelise Borges, l'envoyée spéciale d'euronews sur l'*Aquarius*.

Soulagé par « la solidarité des Espagnols », Francis Vallat peinait pourtant à se réjouir, hier : « Cette situation n'est pas pérenne. Nous ne pourrions pas parcourir de telles distances à chaque sauvetage. Dès



L'*Aquarius* est à trois ou quatre jours de mer de Valence.

que nous aurons le feu vert pour partir, il faudra encore trois ou quatre jours pour rallier Valence », à 1 300 km de là.

L'équipage, qui ne dispose que d'un à deux jours de vivres, espérait être ravitaillé par Malte, dans la soirée. Le temps presse. « L'*Aquarius* doit repartir au plus vite porter secours à d'autres migrants. » En deux ans, l'ONG SOS Méditerranée a sauvé plus de 28 000 personnes.